

TIMOR ORIENTAL : HISTORIQUE.

L histoire inconnue du Timor oriental

Le vingtième siècle est un siècle que nous pouvons qualifier de violent. Outre les deux guerres mondiales, il a à son actif une série de conflits politiques et territoriaux qui sont souvent l'héritage du colonialisme des siècles précédents. Parmi ces conflits, celui du Timor Oriental est probablement un des plus sanglants et des plus longs, bien qu'on en ait réellement entendu parler que depuis peu de temps. Pour comprendre les événements survenus récemment dans ce qu'on a appelé la vingt-septième province de l'Indonésie, il importe d'en retracer l'historique de sa situation...

Tout d'abord le Timor oriental est situé pour sa majeure partie sur la moitié est de l'île de Timor (dont le nom signifie « orient » en malais, l'expression « Timor oriental » signifiant l'« est de l'est » mot à mot), dans l'archipel indonésien, et la plus grande des petites îles de la Sonde. Plus précisément situé à 500 kilomètres au nord de l'Australie, entre les îles de Java (à l'ouest) et de l'Irian Jaya (à l'est). L'île tout entière mesure 30 777 km², le Timor oriental en occupant environ 15 000 km².

Les détroits d'Ombai et de Wetar séparent le nord de l'île du reste de l'archipel de la Sonde. Au sud, la mer du Timor sépare le Timor de l'Australie. À l'ouest se trouve la province indonésienne du Nusa Tenggara oriental.

Le Timor oriental est l'un des pays les plus pauvres au monde, tant en terme de Produit national brut simple (environ 400 millions de dollars

en 2003) que de PNB par habitant (500\$/hab.). L'économie est encore en phase de reconstruction à la suite des destructions liées à l'occupation et surtout la période d'accession à l'indépendance : environ 70% de l'infrastructure du pays fut détruite par les troupes indonésiennes et les milices associées avant leur départ en 1999.

Le Timor Oriental est synonyme de rébellion contre 25 ans de tentative d'assimilation par les indonésiens. Au menu : répression à huis clos ; famine ; emploi de méthode barbare telle que l'utilisation de bouclier humains par les indonésiens ; camps de concentration rempli d'homme, de femmes et d'enfants ; destruction du couvert végétal de l'île ; torture, arrestation arbitraire, déportation et la liste ne fait que s'allonger.

Retraçons en premier lieu le passé du Timor ;

L'île du Timor est divisé en deux parties en raison de son passé colonial : le Timor oriental et le Timor occidental. Au début de notre millénaire, l'île était composé de plusieurs ethnies différentes telles que les Atoli, les Bunaq, les Famaks, les Bélu et bien sûr les Papous. Au 13ème siècle, les archipels indonésiens et les Philippines commence à s'islamiser, mais les Timorais situé à l'est de l'île emprunte une autre voie, c'est-à-dire celle du catholicisme. En effet, à cette époque, un groupe de missionnaire portugais s'étais installé dans cette partie de l'île et avait entrepris un travail de conversion. De l'autre côté, les Timorais de l'ouest protégés par les Hollandais, principal colonisateur des îles indonésienne, restaient musulmans. Avec le temps qui s'écoula, les missionnaires portugais avaient attirés des colons, des soldats, des marchands et des navigateurs, ce qui forma une communauté assez mélangée en raison du métissage entre portugais et timorais.

Un peu plus tard, au 16ème siècle, l'île de Timor est divisée en deux royaumes rivaux autochtones : la partie occidentale se retrouve sous contrôle du royaume musulman de Sombay et la partie orientale sous la domination du royaume catholique de Behale. Plusieurs années de guerre opposent les deux rivaux, le royaume de Sombay supporté par les Hollandais et celui de Behale, supporté par les Portugais. Les Topasses (groupe ethnique composé du métissage des portugais avec les timorais) finirent par contrôlé l'île, armé de la religion catholique. Mais en 1613, les Hollandais décide de disputer aux Portugais le contrôle économique de la région. Une longue guerre s'ensuit et les Portugais décident de renforcer la partie orientale du Timor. Les hollandais finirent par expulser les Portugais des îles indonésiennes et en 1769, ce fut au tour du Timor occidental de tomber sous leur domination. Ainsi durant trois siècles, le Portugal a maintenu sa tutelle coloniale au Timor oriental et les Pays-Bas ont fait de même au Timor occidental et dans le reste de l'Indonésie. C'est en 1859 que les deux pays signent un traité déterminant les frontières précises entre le Timor occidental hollandais et le Timor oriental portugais. Les frontières coloniales furent reconnu et fixées, le 25 juin 1914, par la Cour international de justice de La Haye.

Le Portugal décide de délaisser sa colonie, exaspéré par les incessantes luttes entre les royaumes autochtones rivaux. Mais en 1932, Antonio de Oliveira Salazar, alors ministre des Colonies du Portugal, décide d'imposer une dictature fasciste au Timor oriental, semblable à celle qui sévissait dans la Métropole. Les Timorais ont tenté de s'opposer aux politiques de Salazar mais en vain. Durant la seconde guerre mondiale, le Timor oriental se retrouve au centre des combats qui opposent les Alliés aux Japonais. Ceux-ci ont envahi la région afin de préparer une offensive contre l'Australie. Salazar donne l'autorisation aux australiens de s'établir au Timor oriental mais après de violents combats, il abandonne le terrain aux japonais. Cette guerre a tués près de 50 000 timorais et a dévasté la région par ses nombreux bombardements. Après la guerre (1945), le Portugal reprend immédiatement le contrôle du Timor oriental, ne fait rien pour reconstruire sa colonie et impose de nouveau sa dictature militaire. Pendant ce temps, la guerre reprend de plus belle entre les Pays-Bas et sa colonie indonésienne. Mais en 1949, ils décident d'abandonner leur colonie qui devient la République fédérale indonésienne et en 1950, le président Sukarno proclame la République d'Indonésie. Le Timor occidental devient possession de l'Indonésie et le Timor oriental reste sous administration portugaise.

En 1961, les timorais orientaux décident de se soulever contre le régime fasciste portugais mais Salazar maintient son autorité jusqu'en 1968

Arrivé au pouvoir par un coup de force militaire en 1968, le président Suharto s'est illustré par une politique d'occupation sans merci à l'égard du Timor oriental. Ancienne colonie portugaise, la partie Est de l'île timoraise a été annexée en décembre 1975 par les troupes du dictateur indonésien. Déterminée et méthodique, l'armée indonésienne s'est emparée de l'île avec brutalité. Assassinats politiques, exécutions sommaires, rafles organisées, chasse aux dissidents orchestrés par une administration musclée ont rythmé l'histoire récente de la population timoraise. Depuis le début du conflit timorais, entre 200 000 et 300 000 personnes au minimum ont été tuées, représentant entre le quart et le tiers de la population timoraise. En 32 ans de règne sans partage, le président Suharto a réduit à néant les velléités d'indépendance de cette île montagneuse, située en marge de l'archipel indonésien. Condamnée par le Portugal et par les Nations unies, la politique d'occupation autoritaire de Suharto s'explique par la volonté de préserver l'unité indonésienne menacée par des menaces sécessionnistes. Suharto a cherché à maintenir coûte que coûte et au prix fort l'intégrité territoriale et l'identité culturelle de l'archipel indonésien en appliquant sa politique de "l'ordre nouveau". Géant démographique avec près de 202 millions d'habitants, et véritable Etat-archipel avec pas moins de 17 500 îles, grandes et petites, le président Suharto était obsédé par les menaces irrédentistes et les risques de dislocation territoriale. Imperturbable et autoritaire, Suharto n'a pas cédé une parcelle de territoire aux indépendantistes timorais malgré les accusations répétitives de l'ONU et de la communauté internationale. Jusqu'à la démission du président Suharto en 1998, le combat pour l'indépendance s'est heurté à ses méthodes autoritaires. Aujourd'hui, sur fond de transition politique, et à la veille de nouvelles élections générales, une autre alternative semble émerger après des années de violence et de répression

Le 25 avril 1974, le Parti socialiste du Portugal, appuyé par les Forces armées hostiles à la poursuite des guerres coloniales, renverse le régime d'extrême droite des partisans de Salazar et porte le général Antonio de Spínola au pouvoir. Ensuite le Portugal se désintéresse de ses colonies et le gouverneur du Timor oriental reste à sa place. Cette révolution portugaise provoque l'émergence de nouveaux partis au Timor oriental. Trois forces politiques principales s'opposent : l'Union démocratique timoraise (UDT), un parti conservateur qui prône une autonomie politique tout en conservant des liens étroits avec le Portugal ; le Front

révolutionnaire pour un Timor-Est indépendant (le FRETILIN), un parti de gauche qui défend le droit à l'indépendance ; et l'Association populaire et démocratique timoraise (APODETI), un parti de droite qui réclame le rattachement à l'Indonésie. En octobre 1975, le Portugal fait savoir que sa souveraineté sur le Timor oriental prendrait fin en octobre 1978, et appui par le fait même le FRETILIN. Au cours du mois de novembre 1975, la guerre civile éclate entre les partisans du FRETILIN et ceux de l'UDT et de l'APODETI. Le Front révolutionnaire gagne cette guerre, obtient le contrôle du territoire et proclame la république du Timor-Est. Mais cette éphémère république ne dure que 10 jours.

Le 28 novembre 1975, profitant du mouvement issu de la révolution des œillets du Portugal, le FRETILIN (Frente Revolucionária de Timor-Leste) déclara l'indépendance du Timor oriental. Au bout de neuf jours, il fut envahi par l'armée indonésienne. La répression continua après, avec l'implantation de colons musulmans venus de Java et la volonté affirmée du gouvernement indonésien de Suharto d'assimiler cette nouvelle province, la 27ème de la nation. Une politique qualifiée d'exterminatrice, se déploya avec l'utilisation par l'armée de napalm sur les villages timorais soupçonnés d'apporter leur aide aux rebelles du FRETILIN, causant plus de 200 000 morts, la plupart civils, sur une population de moins d'un million d'habitants, entre 1975 et la fin des années 1980.

Dès la proclamation de la république, l'Indonésie annonce sur les ondes timoraises que des armes soviétiques, chinoises et vietnamiennes ont été introduite clandestinement au Timor oriental. Cette propagande était destinée à justifier une intervention des forces armées au Timor afin de combattre le communisme. Par le fait même, le 7 décembre 1975, l'armée indonésienne envahit le territoire et celui-ci devient la 27ème province indonésienne, le 17 juillet 1976. Le président Suharto demande ensuite aux derniers combattants de la résistance timoraise de se rendre et il leur promet un armistice. Les 16 000 soldats indonésiens ont en effet beaucoup de mal à mâter les forces rebelles qui est bien organisée. L'armée indonésienne emploie des méthodes monstrueuses pour venir à bout des « indomptables ». La plupart des responsables du FRETILIN qui se rendaient n'avaient jamais la chance de survivre. On les tuait le plus rapidement possible. Les opérations militaires se poursuivent jusqu'en 1978, et reprennent de 1983 à 1989. Le massacre des timorais se continuait à une vitesse folle que les statistiques officielles devaient sans cesse être refaites. La population timoraise était estimée à 700 000 habitants en 1975 et presque 200 000 auraient trouvé la mort sous l'occupation de l'Indonésie. Depuis 1980, on estime à environ 200 000 le nombre de colons et de fonctionnaire indonésien qui se sont installés au Timor oriental. L'exploitation des richesses du sous-sol, notamment le pétrole et le gaz naturel était la principale source de motivation des indonésiens. Pendant les années qui suivirent cette annexion forcée le Portugal ignorait sa colonie, lui évitant ainsi un long processus de décolonisation. L'ONU déplorait cette occupation mais les Etats-Unis ont fini par faire pression sur eux en prétextant la lutte anticomuniste de l'Indonésie.

La visite du pape Jean-Paul II en octobre 1989, fut marquée de manifestations pro-indépendance qui furent durement réprimées. Le 12 novembre 1991, l'armée indonésienne ouvrit le feu sur une foule en deuil après la mort d'un étudiant au cimetière de Santa-Cruz de Dili. Environ 200 personnes furent tuées ce jour-là. D'autres manifestants furent assassinés les jours suivants, après recherches de l'armée.

Succédant à Suharto, le nouveau président indonésien, B. J. Habibie, est arrivé au pouvoir en mai 1998 en déclarant vouloir régler le conflit timorais. Proche de la famille Suharto, ancien ministre de la recherche, le nouveau chef de la République indonésienne inaugure une délicate période de transition. Contesté par la population indonésienne, confronté à une crise économique sans précédent, et contraint de préserver l'héritage controversé de Suharto, B. J. Habibie prépare avec inquiétude les nouvelles élections. Cependant, le signe du changement est venu de sa volonté de mettre un terme à 24 ans d'imbroglio politico-militaire avec le Timor oriental. Après avoir annoncé un statut spécial pour l'île martyre, le gouvernement indonésien vient de tendre la main aux timorais en leur promettant un référendum sur l'autodétermination. Prévu dans l'accord du 5 mai 1999 signé avec le Portugal sous l'égide des Nations unies, ce référendum est une étape historique vers un règlement pacifique du conflit timorais. 600 000 électeurs du Timor oriental sur une population totale de 800 000 personnes devront choisir entre l'autonomie spéciale accordée par l'Indonésie, ou la séparation territoriale pure et simple du Timor oriental conduisant à une indépendance définitive. Dans le cas d'une acceptation de l'autonomie, le Timor oriental deviendra officiellement partie intégrante de la République indonésienne, et, dans le cas inverse, l'ONU entamera un processus devant mener à l'indépendance tant convoitée. Cette situation est donc inédite pour l'opposition du Timor oriental après des années de lutte sanglante. L'accord signé est la promesse d'un règlement futur de la question timoraise, et s'inscrit dans la stratégie de détente entamée par le nouveau président indonésien. Cet accord comprend trois documents inimaginables au début des années 90 : un plan d'autonomie du territoire, des arrangements de sécurité et les modalités du scrutin. Cependant, en dépit de ce pas de géant que représentent l'accord du 5 mai 1999 et le référendum qui doit suivre, de nombreuses embûches parsèment le chemin d'un règlement pacifique du conflit, et des menaces planent sur la préparation et le déroulement du scrutin.

Après plusieurs jours de tueries, de déportations et de pillages, l'ONU se décida à envoyer une force d'interposition de 8500 Casques bleus (Interfet) afin d'imposer une forme de paix. Le 20 septembre 1999, le Timor oriental devenait un territoire sous administration provisoire des Nations unies. Le 20 octobre 1999, l'Assemblée consultative du peuple abrogeait la loi d'annexion de 1976 et ratifiait un décret entérinant les résultats du référendum du 30 août précédent

Le 30 août 1999, les Timorais ont choisi l'indépendance dans un référendum organisé par l'ONU. Le 20 mai 2002, le Timor oriental accède à l'indépendance.

La majeure partie de l'infrastructure du pays était détruite et l'économie paralysée. Le chef de la résistance timoraise, Xanana Gusmão, fut libéré peu après. En avril 2001, furent organisées les premières élections du pays. Xanana Gusmão fut élu et intronisé président du nouveau pays le 20 mai 2002, marquant l'avènement de l'indépendance réelle du Timor Oriental.

Au niveau politique : le chef de l'état de la république du Timor oriental est le président, qui est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans et dont le rôle est largement symbolique, même s'il lui est possible d'opposer un veto à certaines lois. À la suite des élections législatives, le président nomme comme premier ministre le chef du parti majoritaire de la coalition principale. En tant que chef du gouvernement, le premier ministre préside le conseil d'état.

Le parlement du Timor oriental est unicaméral : le Parlamento Nacional, dont les membres sont également élus pour cinq ans au suffrage universel. Le nombre de députés peut varier

entre un minimum de 52 et un maximum de 65, bien qu'exceptionnellement il en compte 88 en ce moment (2005), car il s'agit de sa première législature.

La constitution du Timor oriental a été construite sur le modèle du Portugal. Du fait de son indépendance récente, le pays est toujours en train de construire son administration et ses institutions gouvernementales.

De fragiles espoirs de paix

Depuis le mois de mai 1999, un vent de liberté souffle sur la "vingt septième province" de l'archipel indonésien. Pour la première fois en 24 ans d'occupation sanglante, l'Indonésie a signé avec le Portugal un accord historique sur l'avenir du Timor oriental. Sous l'égide des Nations unies, cet accord sans précédent prévoit un référendum sur l'autodétermination du peuple timorais. Entre l'autonomie spéciale ou l'indépendance immédiate, l'avenir du Timor-Oriental dépendra du résultat de ce scrutin. Cependant, malgré ce pas de géant, le chemin de l'indépendance timoraise est encore fragile et escarpé...

Depuis l'annonce du référendum sur l'autodétermination, le Timor oriental connaît un regain de violence communautaire entre militants de l'indépendance et opposants à toute séparation territoriale. Selon les observateurs internationaux et les journalistes présents à Dili, la capitale du Timor oriental, des milices pro-intégrationnistes, formées et soutenues par l'armée indonésienne, se livrent à une campagne d'intimidation sur la population timoraise. Ouvrant dans l'ombre de l'armée officielle et des services secrets indonésiens, ces "escadrons de la mort" sabotent le processus de paix en cherchant à provoquer une guerre civile. Armées et organisées, ces milices pro-indonésiennes assassinent les leaders et les militants de l'indépendance et se livrent à des exécutions sommaires de Timorais. Faisant régner un climat de terreur dans l'île au moment de la préparation du scrutin, elles exacerbent les tensions intracommunautaires et sèment les germes d'une future guerre civile. A tel point que le leader historique de la résistance timoraise, Xanana Gusmao, emprisonné à Djakarta depuis 1992 et mis en résidence surveillée au mois de février 1999, a incité ses partisans à reprendre les armes pour empêcher les massacres. Le processus de règlement du conflit est donc très fragile et des menaces sérieuses de guerre civile planent encore sur l'île timoraise. Certains timorais appelant même à une présence plus soutenue de Casques bleus pour assurer la préparation du scrutin. Par ailleurs, la question de la viabilité économique de l'indépendance du Timor oriental se repose avec acuité. Administrés par l'Indonésie et liés économiquement aux investissements et aux entreprises indonésiennes, les Timorais sont, dans les faits, encore très dépendants de l'Etat-archipel. Une séparation brutale de l'île risquerait de la plonger dans le

chaos économique, sans ressources et tout à coup privée d'administration. C'est pourquoi, certains leaders du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT), la dissidence timoraise en exil, considèrent qu'un retrait précipité de la République indonésienne comporte des risques d'affaiblissement économique. Ils souhaitent plutôt une période de transition vers l'indépendance, voire, comme le précise Carlos BELO, ancien prix Nobel de la paix et évêque à Dili, "une période de réconciliation". Le résultat des élections générales du mois de juin en Indonésie est aussi une condition importante du bon déroulement du processus de règlement du conflit timorais. Ces élections historiques, les premières en 40 ans à offrir un minimum de garanties démocratiques, seront aussi déterminantes pour l'avenir du Timor oriental...

En Conclusion ; la rébellion des timorais s'est déroulée pendant plus de 20 ans dans l'obscurité totale, oubliée par la communauté internationale tandis que l'Indonésie pratiquait sa politique d'assimilation. Un bilan de 250 000 morts et de massacres sauvages. Cette politique d'assimilation dictée par les indonésiens comprenait l'imposition de la nationalité indonésienne, le repeuplement (politique appelée officiellement « transmigration »), le contrôle des naissances, l'interdiction et l'imposition linguistique et religieuse, l'acculturation par l'éducation, la discrimination, et plusieurs autres qui s'inscrivent dans la lignée de barbares nazis. Cette politique appuyée par les plus grands de ce monde doit être aujourd'hui démontrée à la population internationale. C'est seulement qu'en 1996 que la communauté internationale décida enfin de souvenir de cette petite île perdue quelque part en Indonésie. On décida de remettre le prix Nobel de la paix à deux timorais : Mgr Carlos Ximenes Belo, représentant du FRETILIN auprès de l'ONU, et M. José Ramos-Horta. Cette remise du prix Nobel donna légitimité à la lutte du peuple timorais pour son droit à l'autodétermination. Bien sûr, le gouvernement indonésien tenta de s'interposer, lui qui entrevoyait la fin de son règne. Au cours des élections de 1997, le Timor oriental a connu les pires violences depuis bien des années. Finalement après de nombreuses tueries perpétrées par les forces indonésiennes, le Timor oriental obtient son indépendance en 2002 par l'élection de Xanana Gusmao, ancien membre du FRETILIN. Encore une fois, nous pouvons nous demander dans quel monde nous vivons et quel avenir nous est réservé.

La situation vécue par le Timor-Oriental n'est pas unique en son genre. Elle dépasse de beaucoup les autres conflits du genre par son côté sanglant à l'extrême, mais elle reste somme toute une situation trop souvent vécue au XXe siècle. C'est un excellent exemple de décolonisation tardive et manquée, d'expansionnisme au détriment des peuples minoritaires et d'impérialisme américain teinté par la "chasse aux sorcières" qu'a représenté la lutte au communisme pendant ce siècle.

La difficile lutte pour l'indépendance du Timor oriental

Une volonté séparatiste, objet de répression

L'île de Timor fait partie des petites îles de la Sonde qui forment l'extrême est de l'Indonésie. Minorité catholique dans ce que l'on pourrait qualifier de “ mer islamique ”, le Timor-Oriental est animé d'une volonté séparatiste depuis son annexion forcée à l'Indonésie. Sous le régime de Suharto, l'indépendance était hors de question, et les Timorais étaient la cible d'une répression qui prit la forme d'un massacre, presque d'un génocide. En effet, c'est environ 200 000 Timorais qui ont été tués ou déportés dans des camps où les conditions de vies sont inhumaines (torture, famines organisées, exécutions, etc.) en vingt-cinq ans, soit environ le quart de la population. Suite à la chute de Suharto, le nouveau gouvernement semblait plus enclin à discuter du sort du Timor-Oriental, et le trente août 1999, un référendum sur son indépendance fut organisé. Cependant, l'armée indonésienne, entraînée auparavant avec le concours des États-Unis, se tenait prête. Bravant l'armée, la majorité des Timorais se présenta tout de même pour le vote, et l'indépendance fut votée à 80%. Suite au référendum, l'armée déferla dans les villes et villages, brûlant et saccageant tout sur son passage, et faisant environ 10 000 morts. Le 20 septembre 1999, une force multinationale fut envoyée sur l'île par l'ONU, commandée par l'Australie. Tranquillement, les choses se stabilisent, mais c'est un pays dévasté et décimé que ce nouveau Timor-Oriental indépendant, et ce qu'il a de plus proche d'un gouvernement reste toujours l'UNTAET (United Nations Transitional Administration for East Timor). Cette ascension difficile vers l'indépendance remonte à des temps plus lointains.

De la colonisation à l'indépendance

Les Portugais furent les premiers occidentaux à coloniser l'Indonésie au XVI^e siècle, convertissant les populations au christianisme. À l'arrivée des Hollandais au XVII^e siècle, les

Portugais furent rapidement repliés sur la partie est du Timor, qui resta leur seule colonie en Indonésie, le reste devenant ce que l'on a appelé longtemps les " Indes néerlandaises ". Alors que l'Indonésie obtint son indépendance en 1949, le Timor dû attendre jusqu'en 1974, lors de la " révolution des oeillets " au Portugal, qui l'amena à démanteler son empire colonial. Mais cette indépendance ne fit pas long feu, car l'Indonésie envahit le territoire en 1975, annexant par la force le Timor-Oriental. Cette annexion ne fut pas reconnue par les Nations Unies, qui refusèrent de considérer l'est du Timor comme la vingt-septième province de l'Indonésie.

Malgré la non reconnaissance des Nations Unies de la souveraineté de l'Indonésie sur le Timor-Oriental, la plupart des pays occidentaux restèrent indifférents à cette invasion, et aucun moyen ne fut pris pour la contrer. Non seulement des pays tels que l'Australie, l'Angleterre et la France continuèrent à traiter avec l'Indonésie, mais les États-Unis allèrent même jusqu'à appuyer Suharto. L'Indonésie dépend économiquement des États-Unis, et si Washington n'avait pas donné le feu vert pour l'invasion du Timor-Oriental, Suharto aurait pu se trouver dans une impasse. C'est que le régime de Suharto faisait la lutte aux communistes et aux gauchistes, ce que les Américains, et d'autres pays occidentaux, ne pouvaient qu'appuyer. C'est ainsi que les États-Unis, depuis l'invasion du Timor-Oriental, ont vendu pour plus d'un milliard de dollars américains en équipement militaire à l'Indonésie, et sont allés jusqu'à entraîner en partie l'armée indonésienne. C'est donc à une répression nationale encouragée internationalement qu'ont dû faire face les Timorais indépendantistes. Ces derniers n'ont jamais cessé la lutte, se relayant de génération en génération et modifiant avec le temps leurs moyens de pression. Finalement, c'est surtout aux mouvements étudiants et à la guérilla qu'ils ont eu recours, avant d'obtenir le référendum.

L'héritage du colonialisme relayé par une politique expansionniste et impérialiste

C'est évidemment depuis la séparation du Timor en deux par les Portugais et les Hollandais que perdure le conflit au Timor. Si les Portugais avaient abandonné leur colonie en garantissant leur indépendance, rien de tout cela ne serait arrivé. Mais on doit parler ici de l'expansionnisme indonésien, qui reflète bien les visées générales des pays du vingtième siècle. L'Indonésie représente le plus grand archipel du monde avec ses quelque 13 000 îles. C'est au prix d'une grande violence que ce pays a pu en arriver là. Annexant de force plusieurs îles depuis son indépendance, l'Indonésie connaît plusieurs conflits internes liés à l'intégration forcée des populations disparates de son territoire. Trois endroits en particulier sont la scène de tensions séparatistes : Aceh, située au nord-ouest de l'île Sumatra, l'Irian Jaya, l'ouest de la Nouvelle-Guinée, et le Timor-Oriental. C'est pour contrôler une plus grande zone maritime et pour avoir accès à plus de richesses, notamment le pétrole, que l'Indonésie a annexé autant d'îles. On peut aussi parler d' " impérialisme américain ", ou plus généralement d' " impérialisme occidental ", lorsqu'on fait référence à l'appui dont a bénéficié Suharto pour sa politique expansionniste.

Engagés dans leur lutte contre le communisme depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ne voulaient pas d'une présence communiste dans les eaux du Pacifique. L'Indonésie, suite à sa décolonisation, a vu naître un penchant pour le communisme au sein de sa population. Des groupes armés ont réussi à supprimer ce penchant, mais Suharto semblait le plus enclin à cette répression, et c'est pourquoi on n'a pas bougé lors de son coup d'État, et qu'on l'a même appuyé plus tard. De plus, l'Indonésie est un bon partenaire économique, surtout grâce à son pétrole, et appuyer le Timor-Oriental aurait été pour les États-Unis un désavantage. D'ailleurs, certains spécialistes du *New York Times* rapportent que " l'Administration Clinton a fait le calcul que les États-Unis doivent faire passer leur

relation avec l'Indonésie – une nation de plus de 200 millions de personnes, riche en minerais – avant leur souci pour le sort politique du Timor-Oriental, un minuscule et pauvre territoire de 800 000 personnes qui cherchent leur indépendance »¹. C'est donc grâce à la primauté des intérêts économiques sur les considérations humaines que l'Indonésie a eu le jeu facile en ce qui concerne le Timor-Oriental. C'est cette attitude que l'on peut qualifier d'impérialisme américain, occidental, ou, mieux, capitaliste.

Finalement, il faut souligner que les États-Unis ont tout de même exigé que l'Indonésie mette fin à la violence faite aux Timorais après le référendum de 1999, une intervention qui était la bienvenue, sans doute, mais cependant trop tardive...

Le Timor oriental - un pays nouveau qui porte le poids du passé

« Il ne doit pas y avoir d'asile pour les monstres politiques tels que ceux qui ont déclenché la destruction du Timor oriental en 1999. Ce sont là des crimes bien plus grands que leurs victimes immédiates ... Ils frappent l'avenir tout autant que le présent. Ils rendent le monde plus dangereux pour tous » Monseigneur Belo, archevêque de Dili, Prix Nobel de la Paix 1996

Le 30 août, après 24 ans d'une brutale occupation par l'Indonésie, le Timor oriental tiendra ses premières élections démocratiques. Ce sera une journée de célébrations, mais aussi un moment de deuil.

Il y a deux ans, le 30 août, dans un scrutin tenu sous l'égide des Nations Unies, une majorité écrasante d'Est-Timorais ont choisi de devenir indépendants de l'Indonésie. Ils l'ont chèrement payé. À la suite du scrutin, des groupes de miliciens organisés par l'armée indonésienne se sont livrés au saccage, dévastant la majeure partie des infrastructures du pays. Personne ne connaît le nombre exact des victimes, mais on estime qu'il dépasse le millier. On a détruit des installations scolaires et sanitaires, tandis que les trois quarts de la population s'enfuyaient, terrifiés. Certains pays, tel le Canada, aident à reconstruire ces infrastructures, mais il faut aussi s'assurer que les responsables soient traduits en justice.

La communauté internationale a donné à l'Indonésie l'occasion de traduire devant les tribunaux les responsables d'atteintes aux droits de la personne au Timor oriental. Deux ans

plus tard, personne n'a encore comparu. Tout comme au long des 24 années d'occupation indonésienne, le Timor oriental est victime d'un déni de justice.

La communauté internationale doit cesser d'attendre que l'Indonésie intente des procès. Les Églises, les groupements pour les droits de la personne, le gouvernement provisoire du Timor oriental et la Commission d'enquête des Nations Unies ont tous réclamé qu'un tribunal international juge les auteurs des abus au Timor oriental. Pour que le Timor oriental parachève son passage à l'indépendance, il faut que la justice efface les abus qui ont marqué son passé.

La violence n'était pas le fait d'actions isolées, ni une guerre civile : c'était une campagne délibérée et systématique ayant pour objectif d'assurer qu'un Timor oriental indépendant partirait presque à zéro. Les enquêtes de l'ONU, tout comme une enquête menée par la Commission des droits de l'homme de l'Indonésie, ont révélé que des hauts officiers de l'armée indonésienne avaient participé à la planification du saccage de 1999. On a également découvert que les forces de sécurité indonésiennes ont été témoins de la violence ou y ont participé, aux côtés de groupes de miliciens..

Ces enquêtes, de même que d'autres qui l'ont suivie, ont révélé des atteintes graves et répandues aux droits de la personne, dont des crimes contre l'humanité tels que le meurtre, la déportation et le viol, systématiquement dirigés contre des civils. De tels crimes, qui menacent nos droits à tous, devraient être poursuivis devant une instance internationale.

La tenue de procès équitables et justes est critique non seulement pour le Timor oriental, mais aussi pour la réforme des droits de la personne en Indonésie. S'il est possible de mal gérer des poursuites pour des abus commis sous les projecteurs de la communauté internationale, quel espoir de justice peut-on entretenir pour les milliers d'autres actes de violation des droits commis en Indonésie ?

L'Indonésie et le Timor oriental luttent tous deux pour se remettre de l'oppression du régime Suharto. Traumatisés, les citoyens du Timor oriental sont aux prises avec le manque de logements et la pauvreté, tandis que les responsables de cette injustice vivent libres en Indonésie. La justice est essentielle à la réforme et à la guérison dans les deux pays.

Les défis qui attendent les procès en Indonésie

L'engagement de l'Indonésie à rendre justice au Timor oriental demeure problématique. L'année dernière, le parlement indonésien amendait la constitution, dans une tentative de protéger des personnes contre les poursuites pour violation des droits de la personne. Beaucoup d'accords conclu par l'Indonésie avec l'ONU au sujet des procès, tels que ceux concernant des échéanciers, n'ont pas été respectés. En outre, l'Indonésie n'a pas coopéré avec les enquêteurs de l'ONU au Timor oriental, refusant de remettre des éléments de preuve et des suspects.

Le système judiciaire indonésien a été gravement miné par plus de trente ans de corruption sous le général Suharto. Les lois actuelles ne permettent pas de juger efficacement les actes de violation des droits de la personne, tandis que les juges ont peu d'expérience en la matière. Pour ne citer qu'un exemple, les responsables du meurtre brutal de trois travailleurs humanitaires de l'ONU au Timor oriental n'ont été jugés coupables que de « violence collective », aux termes de la loi indonésienne.

La nouvelle présidente de l'Indonésie, Megawati Sukarnoputri, a indiqué son intention de faire progresser les procès du Timor oriental, tout en décrétant la tenue de procès beaucoup trop limités. Ces derniers, par exemple, font exclusion de graves abus, dont l'esclavage sexuel, dont été victimes des milliers de réfugiés expulsés de force au Timor oriental. La liste des suspects est également trop restreinte, omettant un bon nombre de hauts officiers, ce qui permet à ceux qui ont planifié la dévastation d'échapper aux poursuites. Quelques-uns de ceux-ci ont même été promus après avoir été désignés comme suspects.

La communauté internationale a une part de responsabilité

C'est à un tribunal international qu'il revient de juger les actes de violation des droits ou les crimes contre l'humanité. La communauté internationale, pour sa part, est responsable de faire en sorte qu'on punisse ces abus, particulièrement dans ce cas-ci, étant donné qu'ils ont été commis au cours d'un processus parrainé par l'ONU. Ajoutons que l'ONU s'était opposée à l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie, d'où sa responsabilité particulière dans ce territoire contesté.

L'institution d'un tribunal international n'est pas sans poser des défis : des gouvernements peuvent être préoccupés par les coûts d'un tel processus ou craindre qu'il ne déstabilise encore davantage l'Indonésie. Les coûts moraux et politiques de l'inaction seraient cependant tout aussi substantiels.

Lorsqu'ils sont allés aux urnes, en 1999, les Est-Timorais faisaient confiance à la communauté internationale. Il ne faudrait pas les laisser tomber en ce moment où ils sont à rebâtir leur pays. Nous devons épauler les Est-Timorais, tout comme les Indonésiens, dans leur lutte pour traduire en justice les responsables des abus commis au Timor oriental.